ILCEA

Revue de l'Institut des langues et cultures
d'Europe, Amérique, Afrique, Asie et Australie

3 | 2002

**Le facteur culturel dans la traduction des textes
pragmatiques**

Traduire l'intraduisible

Stratégies d'équivalence dans la traduction juridique

Malcolm Harvey

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ilcea/790>

DOI : 10.4000/ilcea.790

ISSN : 2101-0609

Éditeur

UGA Éditions/Université Grenoble Alpes

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2002

Pagination : 39-49

ISBN : 2-9515849-0-3

ISSN : 1639-6073

Référence électronique

Malcolm Harvey, « Traduire l'intraduisible », *ILCEA* [En ligne], 3 | 2002, mis en ligne le 08 juin 2010, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ilcea/790> ; DOI : 10.4000/ilcea.790

Traduire l'intraduisible

Stratégies d'équivalence dans la traduction juridique

MALCOLM HARVEY

Université Lumière Lyon 2

Cet article a pour but d'illustrer et de commenter les différentes stratégies mises en œuvre pour exprimer dans une autre langue des notions propres à une culture juridique. Quatre techniques sont abordées : l'équivalence fonctionnelle, l'équivalence formelle, la transcription, la traduction explicative. Chaque technique a des implications communicationnelles, mais aussi idéologiques, dont le traducteur ou le rédacteur doit tenir compte.

D'un monde juridique à un autre

La question de l'interculturel se pose avec acuité dans la traduction juridique en raison de certaines particularités épistémologiques qu'il convient de rappeler brièvement.

Le droit en tant que discipline s'appuie sur des notions fondamentales relativement floues et instables : pour s'en convaincre, il suffit de constater la difficulté qu'ont les juristes à se mettre d'accord sur des notions aussi importantes que « crime contre l'humanité » ou « génocide ». À une plus petite échelle, même si certaines infractions telles que l'homicide sont reconnues universellement, leur qualification varie d'un pays à l'autre (Mikkelsen, 1995). En outre, la définition d'un concept peut à tout moment se trouver modifiée à l'intérieur du même système par le biais de la législation ou de la jurisprudence : ainsi, la notion de la présomption d'innocence a été profondément modifiée par la loi du 15 juin 2000. L'image du texte de loi gravé dans la pierre est rassurante mais, en fin de compte, illusoire. Il serait plus exact de remplacer la métaphore des tablettes par celle du texte sur un écran d'ordinateur : la structure a l'air solide, chaque élément est à sa place, mais il suffit d'appuyer sur une touche pour tout faire basculer.

Dans une perspective comparatiste, les choses se compliquent encore davantage. En stylistique comparée, on explique certaines modulations nécessaires en traduction en se référant à la «vision du monde» ou à des «faits de métalinguistique» qui diffèrent d'une langue à l'autre (Vinay & Darbelnet, 1977 : 258-269) : par exemple, *crise de foie* = *upset tummy*; *descendre dans la rue* = *take to the streets*... Dans le cas de la traduction juridique, la vision du monde est conditionnée par le système de droit du pays en question. Ce n'est pas uniquement la perception du référent qui change : le référent lui-même est différent. C'est ainsi que l'on a pu parler, dans le cas de la traduction juridique, de «mondes réels» différents (Riva, 1981 : 223). Même si certains concepts transcendent les frontières, il en ressort que, par rapport à des matières techno-scientifiques, le droit est davantage ancré dans le concept de la nation.

L'incongruence des systèmes juridiques

C'est pourquoi la confrontation de deux cultures juridiques met en évidence une certaine incongruence (figure ci-dessus). Même s'il existe en principe un fonds commun entre deux systèmes de droit, chaque culture juridique a ses particularités, qui donnent lieu à des termes spécifiques (*culture-bound terms*). Dans certains cas il existe un référent comparable dans l'autre culture, même s'il présente des différences significatives; dans d'autres cas aucun référent comparable n'existe.

Ces différences interculturelles constituent un problème redoutable pour le traducteur juridique. Trois types de termes sont principalement concernés :

- les concepts (par exemple, *non-assistance à personne en danger*, *constitution de partie civile*; *equity*, *habeas corpus*);
- les institutions (*tribunal de grande instance*; *County Court*);
- les acteurs juridiques (*notaire*, *juge d'instruction*; *solicitor*, *magistrate*...).

La traduction du français vers l'anglais ou vice-versa pose une difficulté supplémentaire dans la mesure où elle met en opposition deux familles de droit : le droit romano-germanique d'une part, la *common law* d'autre part¹. De cette différence d'affiliation découlent un certain

1. Étant donné que ces deux systèmes ont été largement diffusés dans le monde par le biais de la colonisation, il est probable que les mêmes distinctions valent peu ou prou pour d'autres «couples juridiques» (Garzone, 2000 : 399).

nombre d'autres points de divergence.

– D'un point de vue historique, la principale source du droit français est la loi écrite, tandis que le droit anglais est d'origine jurisprudentielle. Cela entraîne une différence fondamentale de démarche : le législateur français procède de manière déductive, en élaborant une règle générale que le tribunal applique au litige en question, alors que le juge anglais procède par induction ou par analogie, en rapprochant le cas d'espèce d'autres affaires similaires afin de dégager un principe général. C'est ainsi que des termes tels que *loi écrite*, *règle de droit* ou *jurisprudence* n'ont pas la même connotation que des termes apparentés en anglais (*statute law*, *legal rule*, *case law*).

– La principale subdivision du droit français oppose le droit public au droit privé. En droit anglais, la principale distinction s'opère entre le civil et le pénal. Du point de vue du traducteur, il en résulte d'importantes différences entre l'organisation juridictionnelle des deux pays, qui rendent pratiquement intraduisibles certaines instances.

– La procédure pénale est inquisitoire en France, accusatoire en Angleterre. Par conséquent, de nombreux termes de procédure (*mise en examen*, *cross-examination*) ou des acteurs (*juge d'instruction*, *témoïn assisté*) n'ont pas d'équivalent dans l'autre culture juridique.

Cette incongruence des concepts juridiques peut rendre problématique une équivalence qui semble aller de soi :

Le contract du droit anglais n'est pas plus l'équivalent du *contrat* de droit français que *l'equity* anglaise n'est *l'équité* française ; *administrative law* ne veut pas dire *droit administratif*, *civil law* ne veut pas dire *droit civil*, et *common law* ne veut pas dire *droit commun* (R. David & C. Jauffret-Spinozi, 1992 : 273)

Si l'on pousse ce raisonnement jusqu'à son terme, tout devient intraduisible : des mots aussi courants que *maison*, *petit déjeuner* ou *café* évoquent incontestablement une image mentale différente selon que l'on est français ou britannique. La traduction n'en demeure pas moins une nécessité socio-économique et culturelle, qui se pratique quotidiennement malgré ces objections théoriques.

Afin de relever le défi qui consiste à « traduire l'intraduisible », il est possible d'identifier quatre types d'équivalence utilisés, consciemment ou inconsciemment, par les traducteurs ou rédacteurs juridiques. Le terme « équivalence » n'a pas ici son sens mathématique d'une correspondance exacte entre deux entités mais celui, plus pragmatique, d'une traduction possible dont l'acceptabilité est soumise à un certain nombre de variables. Il convient maintenant d'étudier l'impact pratique, ainsi que les présupposés idéologiques, de chaque stratégie en fonction de ces variables. Le postulat de base est que la réussite d'une technique de traduction ne dépend pas de ses qualités intrinsèques, mais de l'adéquation entre la stratégie choisie et la situation de communication (c'est-à-dire la

finalité du texte traduit et l'identité de son destinataire², note p. suiv.).

Procédés d'équivalence

L'équivalence fonctionnelle

Ce procédé consiste à trouver dans la langue d'arrivée un référent qui remplit une fonction similaire. Il s'agit d'une adaptation interculturelle. On peut citer comme exemples : « the Cour d'Assises – roughly the equivalent of the English Crown Court » (Chalmers, 1994 : 15); *intime conviction* = *being satisfied beyond reasonable doubt* (Bridge, 1994 : 173); *hypothèque* = *mortgage* (Bridge, 1994 : 152). Étant donné qu'il existe inéluctablement des différences de dénotation et de connotation entre les deux référents, le traducteur doit s'assurer que ces différences sont acceptables dans un contexte donné.

Cette technique est esthétiquement satisfaisante, car un terme comme *Crown Court* paraît authentique pour un lecteur anglophone. Elle crée une complicité, un terrain d'entente entre le traducteur et le lecteur. L'emploi d'un terme connu du lecteur permet une compréhension minimale, ou en tout cas l'illusion de la compréhension. Pour certains jurilinguistes, il s'agit de « la méthode idéale de traduction » (Weston, 1991 : 23). En termes moins absolus, on peut dire qu'elle est possible, voire souhaitable, dans un texte destiné au « grand public » (roman, article de journal). En revanche, dans un texte destiné à des juristes, cette technique est à manier avec précaution car elle recèle un certain nombre de dangers.

– Elle peut donner lieu à des anomalies, comme par exemple, *garde des Sceaux* = *Lord Chancellor*; *avocat général* = *Queen's Counsel* (Gusdorf, 1993 : 85). Même s'il est tentant pour l'apprenti-traducteur de mettre en œuvre ses connaissances d'une autre civilisation, les exemples cités sont pour le moins incongrus dans le contexte français.

– Elle est parfois source d'ambiguïtés. En cas de doute, la rétrotraduction (*backtranslation*) permet de vérifier la correspondance entre le terme original et son équivalent. Ainsi, pour revenir au premier exemple cité dans cette partie, si l'équivalent fonctionnel *Crown Court* était fourni sans le terme français, une rétrotraduction produirait soit *cour d'assises*, soit *tribunal correctionnel*, alors que ces deux termes ne sont évidemment

2. Cette question n'est pas toujours simple. D'une part, la fonction du texte traduit ne correspond pas nécessairement à celle de l'original (voir plus bas); d'autre part le texte juridique, comme le texte littéraire, peut avoir un destinataire explicite et un destinataire implicite. Par exemple, un contrat s'adresse explicitement aux deux parties, mais il a pour destinataire implicite le juriste (que l'on peut qualifier de *surrogate reader* ou de lecteur intermédiaire) et, en dernier recours, le juge amené à arbitrer un différend entre les parties.

pas interchangeables.

– Il existe des différences entre certains référents qui rendent l'équivalence inopérante pour le spécialiste. Ainsi, l'équivalence *juge d'instruction* = *examining magistrate*, pourtant bien ancrée dans la tradition, n'est qu'apparente. L'*examining magistrate* organise une audition préliminaire pour vérifier s'il existe à première vue des charges suffisantes contre l'accusé (*a prima facie case to answer*). Cette procédure constitue le plus souvent une simple formalité, alors que l'enquête menée par le juge d'instruction en France peut durer des mois, voire des années.

– L'équivalence fonctionnelle s'adresse à un public restreint: ainsi, *Crown Court* n'a de sens que pour un lecteur britannique. En effet, cette technique consiste à traduire une spécificité culturelle par une autre spécificité culturelle, double prisme qui, au lieu d'éclaircir le terme, peut rendre son sens plus obscur.

– Du point de vue idéologique, cette technique peut être taxée d'ethnocentrisme. Lorsqu'on traduit vers la langue d'un pays exerçant une domination politico-économique, l'équivalence formelle est susceptible d'être perçue comme une forme d'impérialisme culturel, dans la mesure où une donnée culturelle est envisagée à travers la perspective d'une langue dominante.

En revanche, si l'on traduit vers la langue d'une communauté linguistique minoritaire, cette technique devient une manière d'affirmer son identité culturelle. L'exemple le plus documenté est celui des provinces bilingues et/ou bi-juridiques du Canada (Québec, Nouvelle-Brunswick). Gémard (1995 : 7-28) voit dans la traduction juridique au Canada une mission d'ordre « ethnologique » dans la mesure où elle a permis à un peuple d'affirmer une certaine autonomie sociopolitique et culturelle. Dans cette optique, l'équivalence fonctionnelle constitue une technique de choix permettant de retrouver le « génie de la langue française »: ex. *mortgage* = *hypothèque*, *trust* = *fiducie* (Covacs, 1982 ; Bastarache & Reed, 1982). En revanche, elle n'est pas nécessairement transposable à un système unilingue et unijuridique, où les critères de réception sont différents.

L'équivalence formelle

Il s'agit d'une équivalence « linguistique », qui consiste à traduire de manière aussi littérale que possible: par exemple, *Conseil constitutionnel* = *Constitutional Council* (Cairns & McKeon, 1995 : 109); *notaire* = *notary* (Dickson, 1994 : 33). Les hasards de la langue ou de l'histoire font que l'équivalence formelle constitue parfois aussi une équivalence fonctionnelle, avec un éventuel anachronisme: par exemple, *cour d'appel* = *court of appeal*; *tribunal de police* = *police court* (actuellement *Magistrates' Court*); *cour d'assises* = *Assize Court* (remplacée en 1971 par la

Crown Court).

Les arguments pour et contre cette technique sont à peu près l'image inversée de ceux qui viennent d'être exposés à propos de l'équivalence fonctionnelle. On peut citer les avantages suivants.

- Elle est transparente et sans ambiguïté, permettant de retrouver sans difficulté le terme d'origine. Ainsi, un terme comme *notary* se prête sans difficulté à la *backtranslation* (plus facilement que *solicitor*, par exemple). Ce critère est pertinent pour le spécialiste, qui peut être amené à consulter d'autres textes, traduits ou non, et devra donc connaître la terminologie de la langue de départ.

- Elle implique un plus grand respect de la culture de la langue de départ, se situant ainsi aux antipodes de l'impérialisme culturel évoqué à propos de l'équivalence fonctionnelle.

Cette technique n'en recèle pas moins certains inconvénients.

- Des calques tels que *preventive detention*, *Correctional Court*, *contraventions* ou *delicts* peuvent projeter une image négative du traducteur, qui semble trop « coller » au texte original.

- De tels équivalents créent un sentiment d'étrangeté, voire des difficultés de lecture : ainsi, le terme anglais *an instruction* (Vogler, 1989 : 10), utilisé comme équivalent d'une *instruction*, semblerait a priori signifier *un ordre*. De même, l'équivalent *Cour de cassation* = *Court of Cassation*, utilisé par plusieurs auteurs (Kock & Frase, 1988 : 4; Dadomo & Farran, 1993 : 82), est assez opaque pour le profane³.

- Une traduction littérale fait courir le risque d'utiliser un faux ami, d'autant que les faux amis (partiels ou complets) sont légion en traduction juridique (Harvey, 1997 : 102-121). Des erreurs se trouvent jusque dans les ouvrages spécialisés : par exemple, *droit commun* = *common law* (Le Docte, 1987 : 241, David & de Vries, 1958 : 91), *Haute Cour de justice* = *High Court of Justice* (David & de Vries, 1958 : 35)⁴.

- En privilégiant la lettre par rapport à l'esprit, cette technique fait resurgir le spectre de la traduction littérale, qui a longtemps exercé une véritable tyrannie sur les traducteurs juridiques (Sarcevic, 1997 : 23-41). Comme pour la traduction des textes sacrés, l'exigence de littéralité se fondait sur une croyance en la magie du verbe et la volonté de rester le

3. Les avis sont partagés sur cette question. Weston (1991 : 30) prône l'équivalence formelle dans la mesure où le terme *cassation* s'emploie en anglais juridique depuis des siècles et sera donc compris du juriste. Pour Cairns & McKeon (1995 : 201) cette équivalence est « totally meaningless to the reader ». Ils proposent *supreme court of review within the ordinary legal system*, formule plus transparente mais moins maniable.

4. Pour traduire *droit commun*, Weston, (1991 : 57-8) propose *ordinary law* ; pour *Haute Cour de justice*, on peut utiliser une glose telle que *court bearing criminal charges brought against the President*.

plus près possible des mots de l'original, de peur qu'ils ne perdent leur pouvoir incantatoire. La conception actuelle de la fidélité en traduction s'est considérablement affinée (Gile, 1995 : 49-74). Ainsi, les jurilinguistes mettent actuellement l'accent non pas sur l'identité de la formulation, mais sur l'identité des effets juridiques dans les deux versions d'un même texte (Sarcevic, 1997 : 16-19). Même si la théorie du *Skopos* formulée par Vermeer a suscité des réserves chez les jurilinguistes (Sarcevic, 1997, Garzone, 2000), elle présente l'avantage d'avoir détrôné le texte original, en mettant l'accent sur la fonction communicative du texte traduit.

La transcription

Cette technique consiste à reproduire le terme d'origine, en ajoutant éventuellement une glose lors de la première occurrence : par exemple, « the Cours d'assises – the courts that try such serious crimes as murder, rape and robbery » (Sage, 1996 : 35). Si le terme est transparent ou expliqué en contexte, la glose n'est pas nécessaire : « Less serious crimes, such as theft, are tried by three judges alone in the *Tribunaux Correctionnels* » (Sage, 1996 : 35).

Du point de vue référentiel, cette technique ne crée aucun risque d'ambiguïté dans la mesure où le terme n'est pas traduit. Ainsi, elle est utile dans un document adressé au spécialiste, pour qui la précision et la transparence priment sur l'élégance et la concision. Une glose détaillée permet le cas échéant d'expliquer au lecteur des différences significatives entre les deux systèmes : par exemple, « *constitution de partie civile* = *mechanism enabling the victim of a crime to add an action for civil damages to the criminal proceedings* » (Cairns & McKeon, 1995 : 202). C'est pourquoi les manuels de droit français rédigés en anglais privilégient cette technique (Dadomo & Farran, 1993 ; Dickson, 1994 ; Cairns & McKeon, 1995).

Elle est néanmoins considérée par certains spécialistes comme un aveu d'échec (Weston, 1991 : 26). Elle risque effectivement de décourager le lecteur occasionnel en raison de sa lourdeur, et peut aussi poser des problèmes au lecteur « motivé » qui n'a pas une connaissance suffisante de la langue d'origine pour pouvoir mémoriser les termes récurrents dans un document. Étant donné son caractère interventionniste, elle déroge au principe du traducteur effacé, qui reflète la traditionnelle impersonnalité du discours juridique (Sourieux & Lerat, 1975 : 44-46). En revanche, dans une perspective « postmoderniste », l'on peut estimer que la notion de l'absence d'un auteur est une simple fiction qui cherche à masquer la nature indéterminée du langage, en préservant ainsi le pouvoir de celui qui écrit. Dans une telle optique, une attitude résolument

interventionniste de la part du traducteur peut servir d'antidote ou de « contre-mythe » (Joseph, 1995 : 33-35). Il n'est en revanche pas certain que les clients du traducteur soient sensibles à ce genre d'argument...

La traduction descriptive

Cette technique consiste à expliquer les spécificités culturelles en utilisant des termes génériques. Ainsi, la trilogie *contraventions, délits, crimes* est rendue par *minor offences, major offences and serious crimes* (Weston, 1991 : 119) ou par *minor infringements, intermediate offences and serious crimes* (Cairns & McKeon, 1995 : 147). Il s'agit en fait d'une glose suffisamment concise pour fonctionner en autonomie.

Le principal inconvénient de ce procédé est qu'il est souvent difficile de trouver une formulation succincte et sans ambiguïté. Ainsi, dans le premier exemple cité, si l'on fait la rétrotraduction de chaque terme pris isolément, *major offences* peut être compris comme un équivalent soit de *délits*, soit de *crimes*. C'est pourquoi il est prudent, dans le doute, d'ajouter le terme d'origine entre parenthèses.

Cela dit, lorsqu'on parvient à trouver une traduction concise et claire, cette technique permet d'allier la précision à la facilité de lecture. Elle peut ainsi convenir aussi bien au néophyte qu'au spécialiste. Du point de vue idéologique, elle constitue un compromis entre la traduction « sourcière », qui privilégie la culture de la langue de départ, et l'équivalence fonctionnelle, qui met l'accent sur la culture de la langue d'arrivée.

Il est possible de placer ces quatre techniques sur un continuum (Figure 2, ci-dessous) : à une extrémité se trouvent les procédés d'équivalence orientés vers la langue source (transcription, équivalence formelle), à l'autre extrémité se situe un procédé orienté vers la langue cible (équivalence fonctionnelle), tandis que la traduction descriptive se situe entre ces deux pôles. Ce schéma reflète les deux tendances du droit comparé, qui peut être orienté vers le système source ou vers le système cible (Jamieson, 1996).

Figure 2. Les différents types d'équivalence.

Le choix entre ces quatre possibilités est fondé sur des critères en partie esthétiques ou idéologiques, mais avant tout communicationnels. Le traducteur doit prendre en compte l'identité et les attentes du destinataire (variante linguistique, niveau de connaissances...) et la fonction du document traduit, qui ne coïncide pas nécessairement avec celle de l'original (Sarcevic, 1997 : 18). Par exemple, dans le cas d'un contrat international ou d'une garantie, si le texte traduit est destiné à créer des effets juridiques, le traducteur orientera ses stratégies vers la langue d'arrivée ; en revanche, si la traduction répond à un simple besoin d'information, permettant d'en saisir le sens général, il est préférable d'orienter la reformulation vers la langue de départ, la traduction étant une simple glose de l'original (Obenhaus, 1995 : 250-3). De même, par rapport au facteur culturel, il est nécessaire de savoir si le texte traduit sera interprété par rapport à un système juridique en particulier ou s'il est destiné à être lu indépendamment de tout système (Sarcevic, 1997 : 254-5). De telles questions doivent idéalement faire l'objet d'une négociation préalable entre le traducteur et son client.

Du point de vue pédagogique, la mise en évidence de différentes techniques d'équivalence fait appel à des notions cognitives (en particulier des questions de droit comparé) et à des notions communicationnelles (la nécessaire prise en compte du destinataire et de la fonction du texte traduit). Par le biais d'une sensibilisation à ces variables, l'apprenti-traducteur est amené à tester différentes stratégies et à justifier ses choix. Une telle approche permet aussi de valoriser la fonction du traducteur juridique, qui au lieu d'être une simple chambre d'écho multilingue devient un « opérateur interculturel » (Garzone, 2000 : 396).

Bibliographie

- Bastarache, Michel & Reed, David, « La nécessité d'un vocabulaire français pour la *Common law* », in J.-C. Gémard (1982), 207-216.
- Bridge, F.H.S., *The Council of Europe French-English Legal Dictionary*, Strasbourg, Council of Europe Press, 1994.
- Cairns, Walter & McKeon, Robert, *Introduction to French Law*, London, Cavendish, 1995.
- Chalmers, Robert, « Murder on the Riviera », *The Observer Magazine*, 27 March 1994, 12-16.
- Covacs, Alexandre, « La réalisation de la version française des lois fédé-

- rales du Canada», in J.-C. Gmar (1982), 83-100.
- Dadomo, Christian & Farran, Susan, *The French Legal System*, London, Sweet & Maxwell, 1993.
- David, Ren & De Vries, Henry, *The French Legal System. An Introduction to Civil Law Systems*, New York, Oceana, 1958.
- David, Ren & Jauffret-Spinozi, Camille, *Les Grands Systmes de droit contemporains*, 10 d, Paris, Dalloz, 1992.
- Dickson, Brice, *Introduction to French law*, London, Pitman Publishing, 1994.
- Garzone, Giuliana, «Legal Translation and Functionalist Approaches: a Contradiction in Terms?», *La traduction juridique: histoire, thorie(s) et pratique*, ETI/ASTTI, Genve, 2000, 395-414.
- Gmar, Jean-Claude (d), *Langage du droit et traduction: essais de jurilinguistique*, Montral, Linguatch-Conseil de la langue franaise, 1982.
- , *Traduire ou l'art d'interprter. Langue, droit et socit: lments de jurilinguistique. Tome 2: Application*, Qubec, Presses de l'Universit du Qubec, 1995.
- Gile, Daniel, *Basic Concepts and Models for Interpreter and Translator Training*, Amsterdam/Philadelphia, John Benjamins, 1995.
- Gusdorf, Florent, *Words: Universits*, Paris, Ellipses, 1993.
- Harvey, Malcolm, *Les langages juridiques franais et anglais: une tude comparative*, thse, Universit Lumre Lyon 2, 1997.
- Jamieson, Nigel, «Source and Target-Oriented Comparative Law», *American Journal of Comparative Law*, 44/1, 1996, 121-129.
- Joseph, John, «Indeterminacy, Translation and the Law», in M. Morris (d), 1995, 13-36.
- Kock, Gerald & Frase, Richard, *The French Code of Criminal Procedure*, Littleton [Co.], Rothman, 1988.
- Le Docte, Edgard, *Dictionnaire de termes juridiques en quatre langues*, Anvers, MAKLU Uitgevers, 1987.
- Mikkelson, Holly, «On the Horns of a Dilemma: Accuracy vs. Brevity in the Use of Legal Terms by Court Interpreters», in M. Morris (d), 1995, 201-218.
- Morris, Marshall (d), *Translation and the Law*, Amsterdam/Philadelphia, John Benjamins, 1995.
- Obenaus, Gerhard, «The Legal Translator as Information Broker», in M. Morris (d), 1995, 247-259.
- Riva, Nina, «Droit public et traduction», *Meta*, 26/3, 1981, 223-228.
- Sage, Adam, «French jury system may be restricted», *The Times*, 9January 1996, 35.
- Sarcevic, Susan, *New Approach to Legal Translation*, The Hague/London/Boston, Kluwer Law International, 1997.
- Sourieux, Jean-Louis & Lerat, Pierre, *Le Langage du droit*, Paris, Presses

- Universitaires de France, 1975.
- Vinay, Jean-Paul & Darbelnet, Jean, *Stylistique comparée du français et de l'anglais*, 2^e éd., Paris, Didier, 1977.
- Vogler, Richard, *A Guide to the French Criminal Justice System*, London, Prisoners Abroad, 1989.
- Weston, Martin, *An English Reader's Guide to the French Legal System*, New York/Oxford, Berg, 1991.